

# CountrySide

N° 161

European Landowners' Organization

JANVIER-FEVRIER 2016 - BIMENSUEL - FR



## La résilience des écosystèmes au climat

la Conférence européenne  
2015 sur la biodiversité



# Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

## Tables des matières

- 3 Gérer les stocks de carbones européens pour accroître la résilience des écosystèmes au climat : la Conférence européenne 2015 sur la biodiversité

---

- 4 Atelier sur la cartographie et l'évaluation des écosystèmes et de leurs services (ang. MAES)

---

- 5 La cérémonie de remise du Prix Européen de l'Abeille 2015

---

- 6 Le referendum sur l'UE au Royaume-Uni: les implications du Brexit pour l'agriculture anglaise

---

- 8 L'internet de l'espace rural

---

- 9 FORBIO - Promouvoir la production durable des matières premières pour les biocarburants avancés sur des terres sous-utilisées en Europe

---

- 10 L'arbre européen de l'Année 2016 : 15 arbres originaires de 15 pays en compétition

---

- 11 Enrayer la crise de la biodiversité européenne : le rôle des acteurs du monde rural

---

- 12 REVAB: la réutilisation et la valorisation des bâtiments agricoles à travers une formation basée sur des expériences réelles

---

- 14 La 63ème Assemblée générale du CIC : 22-23 avril 2016 à Bruxelles

---

- 14 ELO remercie chaleureusement le Dr. Jürgen HARTMANN pour son engagement à long terme dans ses travaux

---

- 14 Conférence sur les perspectives agricoles de l'UE

---

- 15 Agenda

### Les « bourgeois » de la reprise

*Bien que personne ne puisse prétendre que le verdissement de la Politique Agricole Commune est passé inaperçu, peut-être est-il juste de dire que parmi toutes les critiques et la perception négative : il y a tout de même une constante, un large accord de tous côtés sur le fait que l'avenir de la PAC est étroitement lié à l'idée nouvelle selon laquelle : les gestionnaires terriens européens sont responsables de la gestion de l'environnement et que la mise à disposition des biens publics devrait être récompensée.*

*Ceci est, bien sûr, une stratégie qui constitue un avantage pour ceux des fermiers et forestiers prévoyants qui reconnaissent comme vérité fondamentale que la biodiversité dans toutes ses formes soutient notre modèle économique. Sans de bons sols, une eau propre et la contribution de la biodiversité telle que la pollinisation notre modèle de vie et de business ne peut perdurer. Ces valeurs ont été maintenant élargies de 30% par les paiements directs ; une vraie réponse à une réelle préoccupation qui est partagée par nous et un large public européen. Même si le résultat final n'est pas celui que l'on souhaite, ces nouvelles façons de penser devraient être promues et affinées.*

*Ainsi, avant de renoncer au verdissement et de le reconnaître comme un échec de la politique européenne, prenons un moment pour avouer que nous n'en savons rien pour l'instant. Bien que nous sachions que certaines intentions ont été diluées et nous pouvons voir actuellement ce que souhaite faire les Etats membres dans leurs plans de mise en œuvre, nous n'aurons aucune donnée sur leurs résultats d'ici au moins 2017. Jusque-là, nous devrions améliorer ce que nous pouvons et lorsque nous le pouvons, mais ne détruisons pas notre avenir avant de lui avoir laissé une chance.*



## Gérer les stocks de carbones européens pour accroître la résilience des écosystèmes au climat : la Conférence européenne 2015 sur la biodiversité

*Les sols européens contiennent plus de cinquante fois la quantité de gaz à effet de serre (GES) que l'EU n'en émet annuellement. Ceci prouve que la gestion des sols est essentielle à la réduction des risques associés au changement climatique, et que les propriétaires terriens européens ont un rôle important à y jouer. Pour cela le 9 décembre 2015 ELO a organisé une fois de plus sa conférence annuelle sur la biodiversité dont le sujet cette fois était la séquestration du carbone par le sol; sujet tout particulièrement opportun car au même moment se déroulait à Paris la conférence COP21.*

Fons WILMES, ELO



Thierry de l'ESCAILLE a ouvert la conférence en rappelant que le changement climatique est une question essentielle pour les propriétaires terriens qui sont souvent les premiers à s'apercevoir et à subir les effets adverses du réchauffement climatique, tout en soulignant que : « les effets dangereux et déstabilisants du changement climatique, y compris les sécheresses, les tempêtes et les conditions météorologiques instables ont une profonde influence sur la biodiversité et l'agriculture européenne ». ELO perçoit la nécessité d'une gestion durable des terres, impliquant une réduction des émissions des GES mais également une meilleure gestion des stocks de carbone existant. L'orateur principal Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur général DG Environnement, a fait écho à l'importance de la gestion durable des terres, notant que le changement climatique est clairement la principale crise à laquelle doit faire face l'UE. Malheureusement, l'évaluation la plus récente de la situation de l'environnement européen présentée par l'Agence européenne pour l'environnement a démontré que les progrès ne sont pas suffisants. Il a souligné que bien qu'il « existe un éventail d'instruments financiers communautaires qui peuvent apporter un soutien à l'application de ces approches, il est déjà clair que le financement public ne sera pas suffisant. Intensifier le financement du secteur privé est donc une priorité clé ». Les autres obstacles incluent le manque de données sur les stocks actuels de carbone dans les sols européens, ainsi que sur les effets de certaines solutions utilisées dans la gestion des terres et leur potentiel pour le stockage du carbone.

En apportant des réponses à ces sujets mentionnés par le Directeur général, le Prof. Alan MATTHEWS (Politique agricole européenne, Trinity College), a souligné que « préserver et améliorer le stockage du carbone des sols européens implique un travail sur deux niveaux : protéger les sols existants riches en carbone et encourager les fermiers à rétablir les sols appauvris ». Les fermiers devraient avoir des moyens ap-



Bertrand MONTHUIR et sa mère recevant le prix Belleuropa des mains de Francesco NATTA, fondateur du prix

Traditionnellement, au cours de la Conférence sur la biodiversité se déroule la présentation et l'attribution du Prix Belleuropa, ce qui a également été le cas cette année. Les gagnants de cette édition ont été les propriétaires du domaine familial *Le Bois Landry* pour leur aptitude à sensibiliser le grand public aux mesures environnementales, ainsi que pour leur savoir sur les multiples utilisations de la forêt réunissant la production sylvicole, l'éco-tourisme et la préservation de la nature.

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site: <http://www.europeanlandowners.org/awards/belleuropa-award> (réd.)

propriés afin de gérer les stocks de carbone dans leurs sols. Il a noté que la Commission européenne travaille actuellement sur ce sujet, mais si la rémunération est basée sur le prix actuel des émissions sous le régime d'échange de droits d'émissions (ang. ETS), un fermier ayant une ferme de 100 ha pourra seulement gagner entre 500 à 1000 euros pour la bonne gestion des stocks de carbone du sol. Un prix plus élevé sous le régime ETS pourrait aider à avoir de meilleurs incitatifs. De plus, il faut se pencher sur des questions telles l'orientation de la politique structurelle et le fait que dans le cas des paiements du 1<sup>er</sup> pilier les incitatifs sont offerts aux monocultures et à l'intensification. Cependant il ne s'agit pas d'éra-

diquer complètement le cadre réglementaire actuel ; les mesures de conditionnalité et de verdissement dans le cadre du 1<sup>er</sup> pilier aident déjà à préserver la couverture des sols.

Peter WEHRHEIM, Chef d'unité du Changement climatique et déforestations DG CLIMA, a souligné que le manque de bonnes estimations concernant le stock de carbone dans les sols européens est dû en grande partie à la complexité des processus engagés. Il est facile pour une usine de mesurer ses émissions de GES mais le stockage de carbone dans le sol est un processus compliqué qui implique à la fois le stockage et les émissions. Néanmoins, il a in-

diqué que l'agriculture joue un rôle majeur étant à la fois source des émissions de GES et opportunité pour leurs éliminations. Il a rappelé que les contributions déterminées au niveau national (ang. *Nationally Determined Contributions*), point central des négociations du COP21 reflètent l'importance de telles mesures. Plus de 100 pays ont inclus des solutions de gestion du territoire qui, combinées, pourraient contribuer de 20-25% à la réduction des émissions anthropogéniques de CO<sub>2</sub>.

Le fait que la gestion du territoire peut considérablement contribuer à l'atténuation des risques a été reprise par Pieter de POUS, Directeur des politiques au Bureau européen de l'environnement, qui a plaidé pour que les efforts dans le secteur agricole s'ajoutent à ceux déjà acceptés sur la réduction, et non pour servir à compenser le manque d'efforts dans d'autres industries. Les sols jouent ici un rôle clé constituant le plus grand puits de carbone hormis les océans. Il a souligné que « à moins que nous mettions en place un vaste cadre réglementaire juridiquement contraignant dans l'ensemble de l'UE, les sols européens seront sans protection et menacés d'érosion, d'appauvrissement et de transformation ». Le cadre actuel, et tout particulier la PAC, devrait être revu afin d'y parvenir. En ce sens, l'évaluation en cours de la législation de l'UE relative à la protection de la nature pourrait fournir une opportunité de changement.

Nathaniel PAGE, Directeur de la Fondation ADEPT Transilvania, est revenu sur le point mentionné par M CALLEJA CRESPO concernant le manque de données de qualité, et remarquant que le peu de données qui existent couvrent surtout les types d'agriculture caractéristiques pour l'Europe occidentale alors que trop peu d'informations sont accessibles à propos de l'agriculture de l'Europe de l'Est, où l'abandon des terres est un réel problème. De plus, il a souligné que préserver la complexité du paysage – par exemple les cultures mixtes, les prairies semi-naturelles et les caractéristiques telles les haies, les arbres et les zones humides – pourrait considérablement accroître le stockage de carbone et accroître la résilience contre le changement du climat. A travers la bonne gestion « *les paysages européens riches en nature qui ont survécu doivent maintenant jouer un rôle additionnel – au-delà d'assurer la biodiversité, la sécurité alimentaire et la subsistance des populations rurales, devenir des modèles pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique* ».

S'en est suivi un débat avec les participants, modéré par Tim BREITMEYER, exploitant agricole et Vice-président de la CLA, qui a présidé à cet événement.



© T. Hubin

## Atelier sur la cartographie et l'évaluation des écosystèmes et de leurs services (ang. MAES)

*Le 15 et 16 décembre dernier s'est tenu l'atelier MAES organisé par la Commission européenne. Il a fourni l'unique occasion de revoir les progrès atteints à ce jour sur la cartographie et l'évaluation de l'état des écosystèmes et de leurs services en Europe (cf. Action 5 de l'Objectif 2 de la Stratégie de l'UE en matière de biodiversité à l'horizon 2020).*

Anne TELLER, Expert principal, Unité Biodiversité DG Environnement, Commission Européenne

La session d'ouverture a mis l'accent sur les liens étroits avec l'évaluation régionale pour l'Europe et l'Asie centrale effectuée actuellement par la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (ang. IPBES). Un premier échange a clairement démontré la façon dont les deux initiatives pourraient se compléter et celle dont la communauté de pratique pourrait être renforcée en Europe.

L'atelier était doublé par un marché de Noël organisé conjointement avec la plateforme belge des écosystèmes et des services écosystémiques (ang. BEES). Ce dernier a attiré un grand nombre de participants, en particulier les parties intéressées par la façon dont les résultats du MAES peuvent être utilisés pour le soutien du processus de décision au niveau local, national et de l'UE. ELO y a activement participé en présentant sur son stand le rôle des propriétaires terriens qui fournissent des services écosystémiques.

La deuxième journée était dédiée à l'interface avec la communauté scientifique

pour permettre aux Etats membres et aux parties intéressées de tenir compte des derniers progrès de la science dans ce domaine, ainsi que de soulever des questions sur les obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre du MAES.

L'intérêt démontré par plus de 150 participants prouve non seulement le succès de cet atelier mais démontre clairement que le besoin existe pour un échange constant entre un large éventail de parties prenantes. L'initiative MAES est une importante mesure encourageant et permettant la mise en œuvre des approches écosystémiques et des solutions basées sur la nature pour préserver la biodiversité. Elle est également importante afin de sensibiliser sur la pertinence de la biodiversité et des services écosystémiques qu'elle fournit à la société.

## La cérémonie de remise du Prix Européen de l'Abeille 2015

*Les pollinisateurs ont occupé une place centrale à Bruxelles pendant la cérémonie du Prix Européen de l'Abeille 2015 hébergée par l'eurodéputé Franc BOGOVIČ. Les projets hollandais « Bee Deals » et tchèque le « Czech Bumblebee » ont reçu un prix pour leurs contributions sur la biodiversité ainsi que pour leur agriculture respectueuse des abeilles.*



Ana CANOMANUEL, Coordinatrice du prix

Les projets « Bee Deals » et « Czech Bumblebee » ont été sélectionnés parmi 23 projets reçus par le jury durant cette deuxième édition du prix, créée en 2014 par la European Landowners' Organization et le Comité européen des groupements du machinisme agricole (CEMA). Comme l'a souligné Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO pendant la cérémonie : « *il y a plusieurs façons de montrer notre soutien aux abeilles, mais je crois que les gagnants d'aujourd'hui nous ont démontré que le meilleur moyen de protéger les pollinisateurs dans les champs est d'agir ensemble* ».

Avec la pollinisation comme composant vital pour l'ensemble des zones rurales européennes, le *Prix Européen de l'Abeille* est attribué aux fermiers et aux gestionnaires terriens qui aident ces espèces essentielles à proliférer à travers des projets pratiques et innovants. Tel était le but de la création de ce prix par ELO et le Comité européen des groupements du machinisme agricole (CEMA), avec en outre comme objectif la promotion des solutions communes au bénéfice de la biodiversité.

Le Prix récompense les fermiers, les pro-

priétaires terriens, les gestionnaires terriens et les entrepreneurs ruraux qui contribuent par un projet exceptionnel et innovant à la protection des abeilles et autres pollinisateurs dans un environnement agricole. Deux prix sont attribués : le projet gagnant reçoit un chèque de 5000€, et le second projet le mieux classé reçoit un chèque de 2500€ ainsi qu'un diplôme de reconnaissance.

Plus de 100 participants ont assisté à la cérémonie de remise du prix. Parmi eux des représentants des institutions européennes, de la société civile et du secteur agroalimentaire qui se sont réunis afin de célébrer les abeilles, d'échanger les meilleures pratiques, et d'indiquer le meilleur chemin à suivre. Un hôtel pour les abeilles issu du projet gagnant était exposé et les participants ont reçu un échantillon maison de miel belge, ainsi qu'un sachet contenant un mélange de graines pour les encourager à planter des fleurs sauvages dans leurs propres jardins.

Un Jury indépendant présidé par le Prof. GODFRAY (Université d'Oxford) et soutenu par des experts internationaux, des membres des Institutions européennes et des ONGs est responsable de l'évaluation

des pratiques et des idées innovantes en agriculture pouvant contribuer à la préservation de la santé des pollinisateurs en Europe (p.ex. abeilles mellifère, bourdons, mouches, papillons). Walter HAEFEKER, Président de l'Association européenne des apiculteurs et Ladislav MIKO, Directeur général adjoint DG SANTE ont représenté les membres du Jury durant la cérémonie de remise du prix.

« *Au nom des groupements des engins agricoles, nous sommes ravis de voir que le projet vainqueur fait valoir clairement que la recherche et l'utilisation des technologies intelligentes en agriculture, en particulier durant la pulvérisation, peut considérablement contribuer à préserver les pollinisateurs* » a déclaré Gilles DRYANCOUR, Président honoraire de CEMA et partenaire du prix.

Pour plus d'informations sur les gagnants 2015 veuillez-vous rendre sur le site: [www.europeanlandowners.org/awards/bee-award](http://www.europeanlandowners.org/awards/bee-award)

Pour plus d'informations sur le prix veuillez contacter sa coordinatrice ana. [canomanuel@elo.org](mailto:canomanuel@elo.org)



Les gagnants Winners Jenneke van Vliet (Bee Deals) et Jan Nedelnik (Czech Bumblebee) avec les membres du Jury: Walter Haefeker – EPBA, Thierry de L'Escaille – ELO, Franc Bogovic MEP, Ladislav Miko – Commission européenne, Gilles Dryancour – CEMA.

# Le referendum sur l'UE au Royaume-Uni: les implications du Brexit pour l'agriculture anglaise

*Le référendum sur le maintien ou le retrait du Royaume-Uni (RU) au sein de l'Union Européenne aura lieu le 23 juin prochain.*

Allan BUCKWELL



Dans le cas d'un vote de « retrait » les Traités prévoient une période de négociation de retrait de deux ans. Durant ce temps-là, le Royaume-Uni devra établir ses relations commerciales avec l'UE, le reste du monde, et devra définir la Politique Agricole Britannique (ang. *British Agricultural Policy - BAP*) afin de remplacer le Politique Agricole Commune (PAC). La date la plus proche du retrait pourrait être le 31/12/2018, et ceci pourrait glisser jusqu'en 2021, c'est dire jusqu'à la fin de l'actuel cadre financier et de la courante période budgétaire de la PAC.

La question relative au commerce européen est fondamentalement liée au choix entre rester proche du marché unique de l'UE, et donc conserver les règlements européens existants, et contribuer au budget de l'UE, ou se retirer du marché unique afin de permettre la déréglementation.

Quel que soit le résultat, il y aura plus de contrôles douaniers, et donc une augmentation des frais d'opérations, comparativement à la situation actuelle au sein de l'UE (dans les deux sens). Ceci pourrait fléchir les prix des denrées agricoles britanniques et accroître certains coûts pour les consommateurs - d'autant plus si des taxes sont introduites dans le commerce avec l'UE. Si ensuite le RU choisit des niveaux de protection moins élevés pour l'agriculture que ceux du reste du monde cela également infléchirait certains prix des denrées agricoles britanniques, mais réduirait les coûts pour les consommateurs. Par conséquent, les fermiers britanniques pourraient faire face à l'affaiblissement des prix, tandis que les prix des den-

rées alimentaires à la consommation, dans l'ensemble, pourraient ne pas être très affectés.

Le soutien agricole intérieur du RU ne sera pas supérieur à celui de la PAC, et pourrait même être inférieur. Il est probable que le gouvernement britannique continuera certains paiements directs aux agriculteurs - mais pour combien de temps et sous quelles conditions - ceci est une inconnue. Il est également prévisible que certains éléments mis en place dans le cadre de la politique du développement rural vont être poursuivis. La politique britannique pourrait être moins fermée [réf. à la notion] au risque et plus positive en ce qui concerne la technologie agricole. Les détails de ces politiques divergeraient entre l'Angleterre, l'Ecosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord.

Ces grandes incertitudes réduiront la confiance et les investissements dans l'agriculture. Males administrées, elles pourraient transformer la récession agricole actuelle en dépression. Les rentes foncières pourraient être rapidement ajustées, les prêts pour l'agriculture pourraient se resserrer et les prix des terres pourraient baisser. Tout dépend de la rapidité et de la clarté de l'émergence de la nouvelle politique commerciale et agricole du RU.

Les paiements directs de l'UE sont découplés de la production, ainsi toute coupe d'aides auraient des effets plutôt insignifiants; les effets sur les producteurs et les consommateurs proviendront surtout des changements dans les accords commerciaux.

Les effets de ces changements vont causer certaines perturbations et des difficultés à court terme. Les exploitations agricoles les plus vulnérables sont celles qui dépendent le plus des paiements courants, par exemple le secteur animalier pâturant, et les exploitations lourdement endettées.

Cependant, les marchés pour tous les intrants et les services pour les exploitations agricoles s'ajusteront à ces chocs, et les transformateurs et les détaillants seront concernés afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement. Les fermiers eux-mêmes vont s'ajuster; il y a de la place pour d'importantes améliorations dans la productivité agricole britannique qui a régressé par rapport aux autres pays de l'UE. Il pourrait y avoir un effet catalyseur du Brexit avec des effets bénéfiques à long terme pour l'ensemble du secteur.

Le retrait de RU pourrait avoir un impact profond sur l'UE elle-même. Cela serait un choc politique grave, qui pourrait précipiter d'autres retraits. Du moins cela impliquerait la révision du budget afin de remédier au manque de contribution britannique, et pourrait conduire en soi à repenser la PAC.

Du point de vue de l'environnement et des zones rurales britanniques il y a de forts risques à la baisse associés à ces développements potentiels. Beaucoup de choses dépendent donc de la façon dont les opportunités de concevoir une nouvelle politique rurale britannique mieux réglée seront saisies.

Il est difficile de prédire le résultat du référendum. Les sondages à ce jour montrent un « maintien » et un « retrait » fluctuants et très proches mais il reste un grand nombre d'indécis. L'auteur espère que les incertitudes entourant le « retrait » voudront dire que le statu quo l'emportera et le RU restera dans l'UE. Cependant, le débat référendaire dévoilera une fois de plus que la PAC actuelle n'est pas conforme au maintien d'une agriculture viable et environnementalement durable. La soi-disant « UE réformée » aura toujours une politique agricole insuffisamment réformée.

Cet exposé examine les implications d'un vote « retrait » basé sur mon rapport préparé pour la *Worshipful Company of farmers*. Le rapport dans sa totalité est accessible via le lien <http://ca1-fml.edcdn.com/downloads/WCF-Brexit-18.01.16-pdf.pdf?mtime=20160207094708>.

# AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.



## DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

For further information, contact your DEUTZ-FAHR sales partner or visit [deutz-fahr.com](http://deutz-fahr.com).

## L'internet de l'espace rural

*Ici, à Bruxelles, et probablement dans plusieurs capitales et villages à travers l'Europe - nous avons souvent tendance à commettre une erreur fondamentale. Si quelqu'un mentionne « l'innovation agricole », plusieurs personnes pensent tout d'abord aux techniques des OGM et « l'interminable » débat sur ses avantages et inconvénients.*

Robert de GRAEFF, chargé des politiques et de la recherche, ELO

Cependant, derrière toute cette rhétorique, il y a d'autres changements qui arrivent dans nos prés : nouveaux outils, techniques et technologies qui peuvent changer le monde de l'agriculture comme nous le connaissons aujourd'hui. Les drones, les détecteurs au sol, les bases de données (ang. Big Data), les circuits courts, et bien plus encore sont développés actuellement en Europe, et il n'y a pas de doute sur les avantages de ces technologies, où sur la volonté de la plupart de les accepter.

L'arrivée d'une révolution technologique haut débit des données est à l'avant-garde. A tellement d'événements, y compris notre annuelle Conférence sur l'Innovation, nous avons vu des images extraordinaires et des nouveaux outils naissants de connexions rurales haut débit. Nous voyons actuellement la première (relativement) abordable génération des drones survolant nos champs, et avec les informations qu'ils apportent les fermiers seront capables de micro-gérer leurs pesticides et apports d'azote. Ceci sera non seulement d'un avantage pour leur business en réduisant les usages en excès, mais en prévenant des écoulements et des surcharges ils sont d'un immense bienfait également pour nos écosystèmes.

Allier un nouveau drone à un tracteur haute technologie et à la nouvelle géné-



ration des détecteurs du sol qui peuvent vous informer sur l'irrigation et la nutrition du sol, et le résultat peut être spectaculaire. Ensemble, ces innovations variées peuvent non seulement aider les fermiers et les forestiers à être plus respectueux de l'environnement et profitables, mais elles seront d'une grande aide comme un outil fournissant des informations. Si nous pouvons raisonnablement automatiser notre système nous pourrions éliminer l'entière bureaucratie des contrôles sur place des fermes, ainsi que des tonnes de papier à remplir et un manque de données afin de vérifier si, par exemple, le nouveau verdissement de la PAC obtient les effets désirés.

Cependant, dans cette nouvelle ère dominée par les bases de données, nous ne devons pas oublier de rester critique. Il y a encore trop d'incertitudes lorsqu'il s'agit de la question de qui détient ces données, qui peut les partager et qui peut les utiliser. La question de la propriété des données est déjà en première ligne quand-t-il s'agit des médias sociaux, d'échanges de courriels et d'autres questions personnelles, et il serait judicieux de développer un cadre juridique pour les applications rurales. Tout en sachant que le principe des bases de données dépend de la capacité de grouper des flots de données pour en tirer

des conclusions sensées, nous devrions avoir une réelle préoccupation au sujet de la propriété des données et du respect de la vie privée, en particulier quand il s'agit de l'utilisation et du profit que l'on en tire. Une autre question est celle de la vie privée à l'époque des drones ; plusieurs de nos membres ont déjà vu des drones « récréatifs » équipés en camera survoler leur domaines. Nous tolérions difficilement quiconque en train de prendre des photos dans nos jardins et dans nos fermes, et il y a peu de différence ici avec les drones. Ici, également, à la fois ceux qui utilisent les drones et ceux qui se font prendre par eux ont besoin d'un règlement clair et sensé.

Finalement, toutes les promesses faites par ces révolutions reposent sur l'accès, actuellement faible, à des connexions haut débit rapides et viables. Aujourd'hui, certains Etats membres tels les Pays-Bas et Malte ont déjà atteint une zone de couverture de 100%, mais plusieurs pays sont toujours (bien loin) derrière. Il est inacceptable que seulement 25% de ceux vivant dans des zones rurales, éloignées, et montagneuses ont accès à ces artères vitales qui peuvent transmettre nos données. L'Europe, les Etats membres et le secteur privé devraient agir maintenant afin que les gestionnaires terriens puissent être en position pour transformer leur business.

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur [www.agriland.be](http://www.agriland.be)

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1500 Willems / Tel. +32 10 222 909 / Fax +32 10 222 909 / e-mail: [agriland@delnet.be](mailto:agriland@delnet.be)

# FORBIO - Promouvoir la production durable des matières premières pour les biocarburants avancés sur des terres sous-utilisées en Europe

ELO, conjointement avec 11 partenaires, a signé une convention de subvention Horizon 2020 avec l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux (INEA) avec comme date de d'entrée en vigueur le 1er janvier 2016 pour une durée de 36 mois. La réunion de lancement s'est tenue les 14 et 15 janvier derniers à Budapest.

L'objectif principal de FORBIO (ang. *Fostering Sustainable Feedstock Production for Advanced Biofuels on underutilized land in Europe*) est de démontrer la viabilité de l'utilisation des terres, dans les Etats membres et au-delà, pour une production non-alimentaire de matières premières bioénergétiques sans affecter la production alimentaire humaine et animale, ni interférer avec les terres actuellement utilisées pour des raisons récréatives ou/ et de conservation.

Pour cela, l'objectif de FORBIO est de développer une méthodologie afin d'évaluer le potentiel de production de bioénergie sur les « terres sous-utilisées » disponibles en Europe (contaminées, abandonnées, en jachère, etc.) au niveau local et national. Le projet fournira de multiples cas d'études de faisabilité dans des sites sélectionnés à ces fins – en Allemagne, en Italie et un Ukraine – tout en visant à établir des bases pour construire des chaînes de valeur locale conformes aux plus hauts standards de durabilité; et pour améliorer l'efficacité et la durabilité des cas d'études déjà disponibles sur les sites sélectionnés à travers une disposition des feuilles de route pour le développement de bioénergie.

Le projet identifie 5 objectifs, partagés en six lots de travail :

1. l'identification des opportunités et des défis sociaux, économiques, environnementaux et de gouvernance pour un déploiement avancé de bioénergie à travers une série de consultations avec les parties prenantes
2. évaluation du potentiel agronomique et techno-économique des chaînes de



3. évaluation de la durabilité environnementale, sociale et économique des chaînes de valeur de bioénergie sélectionnées des pays visés
4. l'analyse des barrières économiques et non-économiques pour l'adoption par le marché des technologies de bioénergies durables; et le développement des stratégies afin de retirer les dites barrières ; y compris l'identification des rôles et des responsabilités des acteurs concernés
5. encourager les fermiers européens à produire de la bioénergie non-alimentaire, et renforcer les capacités des acteurs économiques et autres parties concernées à mettre en place des chaînes de valeur de bioénergie durable

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site du projet [www.forbio-project.eu](http://www.forbio-project.eu) ou contacter Marie-Alice BUDNIOK ou Emmanuelle MIKOSZ.





Le tilleul millénaire

## L'arbre européen de l'Année 2016 : 15 arbres originaires de 15 pays en compétition

*La période de vote pour élire l'Arbre européen de l'Année (ang. European Tree of the Year) vient d'être ouverte. Quinze arbres magnifiques se disputent le prix cette année, et chacun peut y avoir son mot à dire en votant on-line pour ses favoris! Les gagnants seront annoncés à Bruxelles le 20 avril prochain durant une cérémonie festive de remise de prix organisée conjointement par l'Environmental Partnership Association, Tetrapak et ELO.*

Ana CANOMANUEL, chargé de communication



Jusqu'au dernier jour du mois de février chacun peut voter online via [www.treeoftheyear.org](http://www.treeoftheyear.org) pour que son candidat favori devienne l'Arbre européen de l'Année 2016. Le concours promet d'être intense, avec quinze histoires fascinantes et des arbres remarquables représentant l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Bulgarie, l'Ecosse, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Irlande du Nord, la Pologne, la Slovaquie, la Tchéquie et le pays de Galles.

« Nous sommes très attachés à l'impact social et environnemental de ce concours. Pour cela nous promovons également cette année des dons individuels afin d'aider à protéger les arbres européens, en encourageant les gens à penser à faire des dons tout en « étreignant un arbre » a expliqué Michal VESELY, Directeur général du Environnemental Partnership Association, organisateur de cet événement.

Deux nouveaux pays – l'Allemagne et l'Irlande du Nord - se sont joints à cette édition du concours, organisée au niveau européen depuis 2011. L'arbre allemand est un remarquable tilleul sous lequel tous les ans on proclame le meilleur tireur de la municipalité qu'il représente. Le candidat de l'Irlande du Nord est un symbole et un témoin de la commémoration historique de la paix.

Beccy SPEIGHT, Directrice exécutive du WOODLAND TRUST, organisateur de l'Arbre de l'année sur les îles Britanniques a déclaré « L'arbre de l'année connecte les gens à leur héritage et prouve que les gens partout en Europe aiment les arbres. Tous les arbres important ont besoin d'être protégés afin que les générations futures puissent continuer à en profiter ».

L'Arbre européen de l'année met l'accent sur l'importance des arbres au sein de l'héritage culturel et naturel qui mérite notre attention et notre protection. Le concours ne cherche pas le plus bel arbre, mais vise un arbre ayant une histoire, un arbre enraciné dans la vie des gens et de la communauté qui l'entoure. Les arbres gagnants sont célébrés à Bruxelles pendant une cérémonie qui se tient au printemps.

[www.treeoftheyear.org](http://www.treeoftheyear.org)

La cérémonie de remise du prix aura lieu à Bruxelles le 20 avril au Cercle Gaulois sous le patronage de RNDr Pavel POC, parlementaire européen et Président du Comité sur l'environnement, la sécurité alimentaire et la santé publique.

### Etreindre un arbre!

Fais un don pour protéger les arbres en Europe et joins-toi à notre communauté d'amoureux des arbres en partageant ta photo étreignant un arbre avec le hashtag #ETYtreehugger et sur l'Instagram @treeoftheyearwww.treeoftheyear/donate.aspx



## Enrayer la crise de la biodiversité européenne : le rôle des acteurs du monde rural



L'Intergroupe « Chasse durable, Biodiversité et Activités rurales » a tenu sa réunion le 26 janvier dernier. Le sujet de cet événement était dédié à « L'évaluation à mi-parcours : le rôle des chasseurs et des acteurs du monde rural dans le financement de la protection de la biodiversité ».

Delphine DUPEUX, ELO

L'objectif de cette réunion était de mieux comprendre quelles sont les politiques qui peuvent contribuer à enrayer la perte de la biodiversité en cours, au sein de l'EU, en ligne avec la Stratégie de l'UE en matière de biodiversité à l'horizon 2020. Le séminaire a accentué l'importance des acteurs du monde rural dans la gestion de la biodiversité et le besoin d'instruments et d'incitations appropriés. Parmi les orateurs étaient présents le Dr Justin IRVINE, *Institut de James Hutton* en Ecosse; Konstantin KOSTOPOULOS, Conseiller à ELO; le Dr David SCALLAN, FACE et le Dr Norbert LINS, eurodéputé allemand et *rapporteur fictif* de l'Evaluation à mi-parcours de la Stratégie de l'UE en matière de biodiversité à l'horizon 2020. Un intérêt tout particulier a été accordé aux questions liées aux instruments financiers ainsi qu'à la réalisation de ces objectifs.

« La Politique Agricole Commune reste l'instrument le plus fort dont nous dispo-



sions particulièrement en matière de financement, que nous pouvons mettre à profit afin de créer des systèmes agricoles durables qui fonctionnent pour les fermiers, les forestiers, les chasseurs ainsi que pour la biodiversité et nos écosystèmes. Dans les années à venir nous allons voir si la nouvelle approche – le verdissement – a porté ses fruits, et ce que nous pouvons et devons

faire en plus afin d'enrayer et d'inverser les pertes de la biodiversité » a déclaré M KOSTOPOULOS.

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site: <http://www.european-landowners.org/intergroup>

# FOREXPO



Le salon européen de la sylviculture et de l'exploitation forestière

15/16/17  
JUN 2016  
MIMIZAN  
(France)

Imaginer le futur  
et le découvrir  
dès maintenant...

FOREXPO 2016 à Mimizan, vous place au cœur du plus grand massif de forêt cultivée d'Europe, aux portes des Pyrénées et de la Péninsule Ibérique.

400 exposants et 500 marques internationales présenteront, sur 70 ha d'exposition en pleine forêt, à 30 000 visiteurs français et étrangers, les dernières technologies en matière de sylviculture et d'exploitation forestière.

FOREXPO 2016 donne rendez-vous à tous ceux qui veulent exposer, s'informer, découvrir, rencontrer et négocier dans un environnement où tout est prévu pour concilier efficacité et convivialité.

**Notez les dates et à bientôt !**



commercial@forexpo.fr  
www.forexpo.fr



## REVAB: la réutilisation et la valorisation des bâtiments agricoles à travers une formation basée sur des expériences réelles

*Au cours des années passées les zones rurales ont dû relever de nombreux défis : le taux de chômage dans les zones à prédominance rurale de l'UE est de 11% comparé à 8.5% dans le reste de l'UE; et l'énorme utilisation des terres agricoles pour l'agglomération, le transport et l'industrie. Ceci a mené à leur perte des centres de vie rurale où les bâtiments agricoles existants n'ont plus aucune utilité. Le potentiel de la réutilisation de ces bâtiments est énorme, mais il y a un manque d'échange de réelles expériences entre les entrepreneurs.*

L'accès à la formation est un facteur clé qui doit être amélioré : le taux de la population participant à des cours d'apprentissage continu dans les zones rurales de l'UE a atteint 6,6% ; ce qui est plus bas que dans des zones urbaines (8,4%) et dans les zones densément peuplées (11,1%).

Un autre défi que doivent relever les zones rurales de l'UE est l'énorme utilisation des terres agricoles. Selon les données de *Corine Land Cover* entre les années 2000 et 2006 la réduction de la surface de la terre arable, des cultures permanentes, des pâturages et des mosaïques a dépassé plus de 500.000 ha en Europe. Au même moment les centres de vie rurale disparaissent car il n'y a pas de concepts permettant l'utilisation des bâtiments existants. Ceci est particulièrement inquiétant si l'on prend en compte le fait que l'usage principal de tels centres est ou était l'agriculture. L'utilisation de ces biens immobiliers est essentielle pour rendre les villages plus attractifs car l'espace de vie qu'ils fournissent constitue l'un des principaux attraits de la vie campagnarde.

Pour cela ELO conjointement avec Hof und Leben GmbH, On Projects Advising SL, Asaja - Granada, CIA Toscana et AGRITOUR Ltd. a signé une convention de subvention sous le programme *Erasmus+/KA2/Strategic Partnerships for VET* avec comme date de mise en œuvre le 2 novembre 2015 pour une durée de 30 mois. A partir du 1<sup>er</sup> février de cette année le *Związek Pracodawców-Dzierżawców i Właścicieli Rolnych (ZPDIWR)* situé à Bydgoszcz soutiendra le coordinateur, ELO, dans ses tâches liées au cas polonais ainsi que dans la diffusion des résultats finaux du cours de formation en ligne.

Les objectifs du projet **REVAB** (ang. *REuse*



La Casinazza, bâtiment agricole adapté en salle de conférence

*and Valorisation of Agricultural Buildings through training based on real experiences*) sont:

- de promouvoir l'esprit entrepreneurial dans l'utilisation des bâtiments agricoles existants dans des régions variées d'Europe (IT, ES, BG, DE, PL)
- de stimuler les entrepreneurs ruraux, les propriétaires terriens et immobiliers et les jeunes fermiers pour réfléchir aux possibilités de (re)-utiliser et de valoriser les biens immobiliers agricoles existants et les habitats agricoles tout en respectant les réalités économiques, écologiques et sociales
- d'éviter une future utilisation des terres agricoles pour l'établissement des agglomérations et des biens immobiliers industriels.

Finalement, le projet **REVAB** conduira à un système de formation ouvert à tous,

flexible et compréhensif sur la réutilisation et la valorisation des bâtiments agricoles. Les outils principaux de ce système seront des cas d'études, les apprentis auront l'opportunité d'avoir une formation basée sur des expériences réelles, et pour la première fois, un échange entrepreneurial sur ce sujet sera possible au niveau régional, national et européen. La formation **REVAB** contiendra tous les aspects de la durabilité (social, environnemental et culturel) en plus du contexte purement économique et sera finalisée à travers l'utilisation des TIC et de l'apprentissage à distance.

Pour plus d'informations suivez-nous sur le site [www.revab-erasmus.eu](http://www.revab-erasmus.eu) ou veuillez contacter Marie-Alice BUDNIOK ou Emmanuelle MIKOSZ.



VEILLER  
SUR VOTRE  
PATRIMOINE ET  
LE DÉVELOPPER  
POUR LES  
GÉNÉRATIONS  
FUTURES

*Banque Privée*



**EDMOND  
DE ROTHSCHILD**

CONCORDIA - INTEGRITAS - INDUSTRIA

**Le lion** de notre emblème symbolise la puissance et l'excellence mises au service de nos clients.

[edmond-de-rothschild.com](http://edmond-de-rothschild.com)



## La 63<sup>ème</sup> Assemblée générale du CIC : 22-23 avril 2016 à Bruxelles

*La Belgique a déjà eu le plaisir d'héberger l'Assemblée générale du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC) en 1976, les grandes questions cynégétiques ayant été déjà débattues. On peut immédiatement reconnaître que la chasse de nos jours est bien différente de celle d'il y a quarante ans.*



Une chose n'a pas changé : la chasse doit toujours être expliquée, justifiée et même défendue. Sa légitimité en tant qu'action est constamment remise en question. La chasse est-elle utile ou nécessaire ? A-t-elle toujours sa *raison d'être* ?

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi la phrase suivante (relativement provocante) comme sujet de notre prochaine Assemblée : « La chasse est la conservation » (ang. « Hunting is conservation »). Tout en sachant que ceci est une certitude, la situation actuelle de la chasse incite à se poser la question suivante : que se passerait-il si la chasse devait disparaître ? Ceci est un débat à avoir non seulement avec nos opposants, mais également et surtout durant nos réunions et discussions avec toutes les parties prenantes concernées par la conservation de la nature, entre autres avec le Partenariat de collaboration sur la gestion de la vie sauvage (ang. Collaborative Partnership on Sustainable Wildlife Management).

Qu'arriverait-il si la chasse venait à disparaître ? En termes de surpopulation, surpâturage, braconnage, dommage ou affrontement contre la pression démographique de plus en plus présente. Qu'arriverait-il si cette mission de la conservation des habitats pour la chasse venait à disparaître ? En termes d'épuisement de plus en plus généralisé des milieux naturels et de la biodiversité ? Ainsi qu'en termes de la totale disparition de certains biotopes, vitaux pour la survie de notre planète ? Et qu'en est-t-il de l'impact socio-économique ?

L'équipe du CIC

Pour plus d'informations sur l'Assemblée générale veuillez-vous rendre sur le site [www.cicbrussels2016.eu](http://www.cicbrussels2016.eu)

### ELO remercie chaleureusement le Dr. Jürgen HARTMANN pour son engagement à long terme dans ses travaux



Après 17 ans d'une activité intense en faveur de l'Association Rhineland-Palatinat en Allemagne le Dr. Jürgen HARTMANN, juriste, a fait ses adieux à tous ses collègues de l'Association des propriétaires terriens allemands. Depuis 1997 il était à la fois délégué allemand auprès du Groupe politique d'ELO à Bruxelles et membre du conseil de la Fédération allemande des associations de propriétaires terriens à Berlin. Parallèlement il occupait la fonction de directeur par intérim du conseil de son association (Rhineland- Palatinat et Saarland).

Sa carrière politique a été couronnée de succès, il a occupé le poste de Secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture et de la sylviculture en Thuringe avant d'offrir ses services aux questions liées à la propriété

terrienne. Tous aussi bien au niveau régional, fédéral qu'européen pouvaient profiter de sa grande expérience. Nous lui en sommes profondément reconnaissants nous lui souhaitons un excellent avenir.

Secrétariat ELO

## Conférence sur les perspectives agricoles de l'UE

*Cet événement qui a duré deux jours s'est tenu à Bruxelles au début du mois de décembre dernier. Il a fourni une opportunité pour avoir de larges échanges sur l'état de l'agriculture, ainsi que sur les questions globales auxquelles nous nous trouvons confrontés.*

Le premier jour de la conférence a vu un débat entre Phil HOGAN, Commissaire en charge de l'agriculture et du développement rural et Tom VILSACK, Secrétaire américain à l'agriculture, sur les défis du secteur agricole. En outre s'est tenu un panel de haut niveau où l'on mis en avant le défi que constitue une alimentation produite de façon durable tout en s'adaptant et en atténuant les effets du changement climatique. On y a discuté également le fonctionnement de la chaîne alimentaire.

Durant la deuxième journée la DG Agriculture et développement rural a discuté avec les participants sur les récentes perspectives des marchés européens du lait, de la viande, et des cultures arables pour les dix prochaines années.

Toutes les présentations sont accessibles via le lien [http://ec.europa.eu/agriculture/events/2015-outlook-conference\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/events/2015-outlook-conference_en.htm)

Source: [http://ec.europa.eu/agriculture/events/2015-outlook-conference\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/events/2015-outlook-conference_en.htm)

Telemak®  
webcast  
streaming  
video services

Contact:  
Emmanuel De Groef  
Tel: +32 2 709 10 50  
manu.de.groef@telemak.com  
www.telemak.com

## Agenda

### 3 mars, Bruxelles, Comité des Régions

La biomasse solide dans les zones protégées européennes : les modèles durables de la chaîne d'approvisionnement  
[www.bioeparks.eu](http://www.bioeparks.eu)

### 31 mars - 2 avril, Kaunas, Lituanie

AgroBalt 2016 – la plus grande foire internationale agricole dans la région de la Baltique  
<http://www.agrobalt.lt/en/programmeofexhibition/>

### 4 - 6 avril, République tchèque

Conférence internationale sur la situation actuelle des exploitations familiales organisée par l'Asociace soukromého zemědělství ČR (membre ELO)  
**Pour plus d'informations veuillez contacter kamila.lohrova@asz.cz)**

### 20 avril, Bruxelles

La cérémonie de la remise du prix de l'Arbre européen de l'Année 2016 organisée par EPA et ELO  
[www.treeoftheyear.org](http://www.treeoftheyear.org)

### 22 - 23 avril, Bruxelles

Assemblée générale du CIC  
<http://cicbrussels2016.eu>

### 11 - 12 mai, Bratislava

Réunion du Groupe d'experts sur la forêt  
[www.foresteurope.org](http://www.foresteurope.org)

### 18 - 20 mai, Oeiras, Portugal

2ème réunion internationale sur le pin pignon et l'agroforesterie  
<http://agropine2016.inia.pt>

### 21 mai, Journée européenne du réseau Natura 2000, dans toute l'UE

Journée européenne du réseau Natura 2000 et la cérémonie de remise de prix Natura 2000 organisée par la Commission européenne DG Environnement  
<http://www.natura2000day.eu>

### 26 - 29 mai, Wolfsburg, Allemagne

19ème Assemblée Générale des Friends of the Countryside en Basse-Saxe  
<http://www.friendsofthecountryside.org/>

### 30 mai - 3 juin, Bruxelles

La Semaine verte 2016 « Investir pour un avenir plus vert »  
[http://ec.europa.eu/environment/greenweek/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/environment/greenweek/index_en.html)

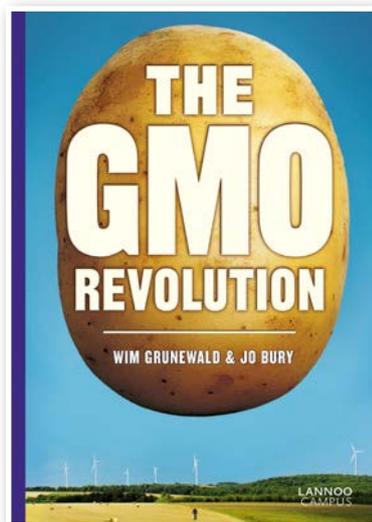


**CountrySide**  
is a publication of the ELO  
in English and French

## La révolution OGM

Wim GRUNEWALD, Jo BURY

Ed. LannooCampus  
ISSN 9789401432191



A travers ce livre les scientifiques belges veulent nous offrir un aperçu sur la manière dont les cultures OGM peuvent être utiles afin de résoudre les problèmes actuels et à venir de l'agriculture. Le livre se focalise sur les avantages de cette technologie pour l'environnement, l'agriculteur et le consommateur plutôt que sur la façon dont fonctionne la technologie de recombinaison de l'ADN.

La révolution OGM fournit une vue d'ensemble nuancée et basée sur des faits de l'impact des applications actuelles et futures des OGM, et introduit le lecteur sur pléthore de cultures différentes : allant de la pomme de terre au brinjal, du riz au maïs, de l'eucalyptus au coton, de la banane à la papaye.

La révolution OGM est un livre facile à lire et une lecture obligatoire pour tous ceux qui veulent en savoir plus sur les cultures des OGM et les opportunités que la biotechnologie des plantes peut offrir. Le livre peut être commandé à travers le site [www.bol.com](http://www.bol.com), le magasin online de Lannoo Campus (<http://www.lannoo.be>) ou via Amazon.

Wim GRUNEWALD est un bio ingénieur, qui a obtenu son doctorat en Sciences biologiques appliquées. Il a travaillé comme chercheur pendant plus de 10 ans dans plusieurs domaines en recherche en de biologie végétale moléculaire. Il est actuellement employé par l'Institut VIB comme expert en agro- biotechnologie.

Jo BURY est un pharmacien qualifié avec un doctorat en biochimie. Après plusieurs années de travail comme conseiller scientifique à IWT, il a fondé le VIB avec Rudy DEKEYSER. Il y est directeur général depuis 1996.

**Publisher :** Thierry de l'Escaille  
**Chief editor :** Emmanuelle Mikosz  
**Text editor :** Robert de Graeff

Rue de Trèves, 67 - B - 1040 Bruxelles  
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00  
Fax: 00 32 (0)2 234 30 09

[countryside@elo.org](mailto:countryside@elo.org)  
Internet Site : [www.elo.org](http://www.elo.org)  
5 Euros



Where agriculture & environment meet



An initiative from



## 9<sup>th</sup> Forum for the Future of Agriculture Where agriculture & environment meet

### The Sustainable Development Goals implementation: no time for business as usual

#### Confirmed speakers include:

**Ban Ki-moon**, (video message), Secretary General, United Nations

**José Graziano da Silva**, Director General, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

**Phil Hogan**, European Commissioner for Agriculture and Rural Development, European Commission (EC)

**Janez Potočnik**, Chair FFA2016, Chairman Rise Foundation

**Jeffrey Sachs**, Director of The Earth Institute, Columbia University

**Achim Steiner**, Director General, United Nations Environmental Program (UNEP)

Tuesday, March 22, 2016 – Square Brussels Meeting Centre



# REGISTER NOW

Free of charge – Online registration

[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)

 @ForumForAg  forumforagriculture  flickr.com/photos/forumforagriculture

FORUM  
PARTNERS



MEDIA  
PARTNER

